



LE MOUVEMENT DE LA PAIX

Agréé Association Nationale de la Jeunesse et d'Éducation Populaire

Association à statut consultatif ECOSOC à l'ONU

9 rue Dulcie September - 93400 Saint-Ouen

Tél. 01 40 12 09 12 - Courriel : national@mvtpaix.org

www.mvtpaix.org

NON AUX VENTES D'ARMES, NON A LA DIPLOMATIE DU R.I.B

L'énergie de la France doit être consacrée à la construction de la paix

Il y a deux semaines, accompagné d'une large délégation de ministres et de chefs d'entreprises français, le président de la République a fait une grande tournée commerciale aux Émirats arabes unis (EAU), en Arabie saoudite et au Qatar, destinée aux ventes d'armes, en particulier d'avions rafale.

Si les relations d'Etat à Etat ayant des systèmes politiques différents sont une donnée constitutive des relations internationales, la logique de la diplomatie du R.I.B (1), basée sur les ventes d'armes conçues comme un élément de la compétitivité de la France, n'est pas admissible au regard du droit international.

Le Président de la République et son ministre des Affaires étrangères ont minoré ou oublié le rôle des EAU dans les opérations militaires entachées d'atrocités menées au Yémen par la coalition dirigée par l'Arabie saoudite, ainsi que les frappes aériennes (y compris de drones) illégales en Libye, de même que la fourniture d'armes et de munitions à des forces locales responsables de graves abus dans ce pays.

Avec l'Arabie saoudite, Etat le plus grand acheteur d'armes à la France en 2020, le gouvernement français n'a pas tenu compte des recommandations des experts de l'ONU appelant à cesser les exportations vers la coalition, en raison du risque que ces armes soient utilisées pour commettre des attaques illégales, voire des crimes de guerre. Disclose (2) a révélé un certain nombre de faits avérés en ce domaine. A cela s'ajoutent le meurtre atroce dont Jamal Khashoggi a été victime en 2018 et les violences au Qatar à l'encontre des travailleurs migrants qui construisent les équipements pour la coupe du monde en 2022, sans oublier les violences exercées à l'encontre des femmes.

Par ailleurs, vendre des armes à des Etats qui ont aidé directement ou indirectement au développement d'intégrismes violents, lesquels favorisent le développement de Daesh est contraire à la sécurité des français et des françaises. Cette sécurité serait mieux assurée à travers le développement d'une économie pour la paix orientée vers la création d'emplois pour la satisfaction des besoins économiques, sociaux, sanitaires et industriels pour faire face à la crise économique, sanitaire et climatique.

L'énergie de la France doit être consacrée à la construction de la paix dans le respect de la Charte des Nations Unies et la promotion des droits humains.

Le Mouvement de la Paix

Le 15 décembre 2021

(1) RIB relevé d'identité bancaire (celui des multinationales et des lobbyistes)

(2) Disclose : <https://disclose.ngo/fr/>